

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE INCARCÉRÉ A ÉTÉ FORMELLEMENT INculpÉ

Le journaliste Amade Abubacar a été formellement inculpé d'« incitation publique à commettre un crime en utilisant des médias électroniques », d'« incitation » et d'« outrage à des agents de la force publique », au titre des articles 323, 393 et 406 du Code pénal mozambicain.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles et religieuses
Joaquim Veríssimo

Ministry of Justice, Constitutional and Religious Affairs
Av. Julius Nyerere, 33
Maputo, Mozambique

Courriel : mjcr@mjcr.gov.mz et vilanchic@yahoo.com.br

Monsieur le Ministre,

Je souhaite appeler votre attention sur le cas d'**Amade Abubacar**, journaliste de la radio locale de Nacedje, dans le district de Macomia (province de Cabo Delgado, nord du Mozambique).

Le 16 avril, le journaliste Amade Abubacar a été formellement inculpé d'« incitation publique à commettre un crime en utilisant des médias électroniques », d'« incitation » et d'« outrage à des agents de la force publique », au titre des articles 323, 393 et 406 du Code pénal mozambicain.

Amade Abubacar est arbitrairement maintenu en détention depuis le 5 janvier, date à laquelle il a été arrêté sans mandat par des policiers dans le district de Macomia. Au moment de son arrestation, Amade Abubacar interviewait des personnes qui avaient fui leur domicile en raison de la multiplication d'attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste. Amade Abubacar a été maintenu en détention au secret pendant 12 jours, durant lesquels il dit avoir été soumis à différentes formes de mauvais traitements qui pourraient constituer des actes de torture.

Il a été conduit devant un juge le 18 janvier, soit bien au-delà de la période maximale de 48 heures fixée par la loi pour présenter une personne devant un juge à partir du moment de son arrestation. Amade Abubacar a été maintenu en détention provisoire pendant plus de 90 jours avant d'être formellement inculpé. Or, en vertu de l'article 308 du Code de procédure pénale, nul ne peut être maintenu en détention provisoire plus de 90 jours après son arrestation.

Amade Abubacar est dans l'attente de son procès, dans la prison de Mieze, à Pemba, et les autorités de la prison continuent de le priver des visites de ses proches. Aucune date n'a encore été fixée pour son procès. De plus, son avocat attend d'être informé des suites données à la demande de libération sous caution qu'il a déposée le 26 février auprès du tribunal provincial de Cabo Delgado au nom de son client.

Je vous prie instamment de veiller à ce que :

- les charges retenues contre Amade Abubacar soient abandonnées et à ce qu'il soit remis en liberté immédiatement et sans condition, car il est détenu uniquement en raison de son travail de journaliste ;

AMNESTY
INTERNATIONAL



- dans l'attente de sa libération, Amade Abubacar soit présenté devant un juge de manière régulière et protégé contre la torture et les autres mauvais traitements, et à ce que ses conditions de détention soient conformes aux normes internationales, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau, à la nourriture et à des soins de santé adéquats ;
- cet homme puisse rapidement communiquer avec sa famille et ses avocats ;
- les droits à la liberté d'expression et à la liberté de la presse soient pleinement respectés et à ce que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être attaqués, intimidés ou harcelés.

•
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Amade Abubacar est un journaliste de la radio locale de Nacedje (district de Macomia, province de Cabo Delgado). Il exerce également ses activités en tant que journaliste indépendant. Il a été appréhendé le 5 janvier par la Police de la République du Mozambique (PRM) dans le district de Macomia et conduit au poste de police de Macomia. Au moment de son arrestation, il interviewait des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui avaient fui leur domicile en raison de l'intensification des attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste connu sous le nom d'Al Shabab. Le jour même, il a été transféré de la garde de la police à celle de l'armée, qui l'a maintenu en détention au secret durant 12 jours et, selon son témoignage, l'aurait soumis à différentes formes de mauvais traitements. L'armée n'est pas autorisée à maintenir en détention des civils. Il a de nouveau été transféré à la garde de la police le 17 janvier.

Le 18 janvier, le tribunal judiciaire du district de Macomia a ordonné le maintien en détention d'Amade Abubacar, dans l'attente de son procès, au poste de police central du district de Macomia. Le 24 janvier, Amade Abubacar a été transféré de la prison du district de Macomia à la prison de Mieze, à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado.

Les districts du nord de la province de Cabo Delgado, notamment Macomia, sont le théâtre d'attaques armées depuis octobre 2017. Ces attaques seraient le fait de membres d'un groupe extrémiste, Al Shabab, qui envahissent les villages, incendient les maisons, tuent des villageois à coups de machette et pillent la nourriture. Plusieurs habitants des villages touchés, craignant pour leur vie, ont fui vers d'autres districts. Cette province est importante pour le gouvernement central en raison de ses ressources minérales, notamment en gaz et en rubis. Le gouvernement a donc renforcé la présence militaire dans la région après le début des attaques. Depuis, les autorités intimident et harcèlent les journalistes et les empêchent de rendre compte de la situation. Amade Abubacar couvrait depuis le début les attaques perpétrées contre les civils par des groupes armés dans la province de Cabo Delgado.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Portugais - Anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30/05/2019

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Amade Abubacar (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr41/0154/2019/fr/>